

**Nombre de membres :**

- En exercice : 27
- Présents : 19
- Votants : 25
- Procuration(s) : 6
- Absent(s) excusé(s) : 2
- Absent(s) : -

**Del\_2022\_83**

**Date de convocation :**

**Le 14 octobre 2022**

**Date d'affichage :**

**Le 14 octobre 2022**

L'an deux mil vingt-deux, le 20 octobre à 18h30, les membres du Conseil Municipal, ont été légalement convoqués en séance ordinaire par Thierry GENETAY, Maire de la commune de Carignan de Bordeaux, à la mairie, salle du conseil municipal, 24 rue de Verdun, 33 360 Carignan de Bordeaux.

**CONVOQUÉS :** Thierry GENETAY, Isabelle PASSICOS, Christophe COLINET, Aurélie LACOMBE, Rémy POINTET, Sandrine ALABEURTHE, Laurent JANSONNIE, Anthony BROUARD, Martine LACLAU, Nicolas RAMON, Julia ZIMMERLICH, Charles ARIS-BROSOU, Karine VIROT, Michel BONNAT, Sylvie LHOMET, Patrice DANIAUD, Laetitia GADAIS, Etienne LHOMET, Sandrine LACOSTE, Cédric FLOUS, Cécile PEREZ, Pascal LATORRE, Bernard LACAZE, Frank MONTEIL, Véronique ZOGHBI, Philippe CASENAVE, Isabelle ELLIES

**Excusé(e)(s) et pouvoir(s) :**

Mme Martine LACLAU a donné pouvoir à M. Rémy POINTET,  
M. Nicolas RAMON a donné pouvoir à M. Anthony BROUARD,  
Mme Julia ZIMMERLICH a donné pouvoir à M. Christophe COLINET,  
Mme Cécile PEREZ a donné pouvoir à Mme Isabelle PASSICOS,  
M. Philippe CASENAVE a donné pouvoir à M. Frank MONTEIL,  
Mme Isabelle ELLIES a donné pouvoir à Mme Véronique ZOGHBI.

**Excusé(e)(s) :** M. Charles ARIS-BROSOU,  
M. Patrice DANIAUD.

**Absent(e)(s) :** -

**Secrétaire de séance :** Monsieur Rémy POINTET

**Délibération 2022-83**

**Objet : ASSEMBLEES – Désignation d'un Délégué au SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours)**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu la loi du 25 novembre 2021, dite loi Matras, relative à la consolidation de la sécurité civile et à la valorisation du volontariat des sapeurs-pompiers et sapeur-pompiers professionnels,*

*La loi dite Matras rajeunit celle du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile. Elle comprend de nombreuses dispositions qui concernent les collectivités notamment une évolution de l'application des plans communaux et intercommunaux de sauvegarde. La loi impose en effet l'adoption d'un plan intercommunal de sauvegarde dans tous les EPCI dont au moins une commune est soumise à l'obligation d'adopter un PCS.*

*Une autre disposition importante pour l'organisation des collectivités est à relever à l'article 13 de la loi. Un « correspondant incendie et secours » devra être désigné dans les conseils municipaux des communes qui ne disposent pas déjà d'un adjoint au maire ou d'un conseiller municipal chargé des questions de sécurité civile.*

*Un décret précisant cette nouvelle obligation est paru au Journal officiel cet été, le dimanche 31 juillet. Il précise les modalités de nomination pour les communes qui n'ont pas d'élu chargé de ces questions spécifiques.*

**Désigner un responsable**

*Le décret du 29 juillet 2022 relatif aux modalités de création et d'exercice de cette fonction précise les conditions d'exercice de la fonction de conseiller municipal correspondant incendie et secours.*

Les communes concernées sont celles qui n'ont pas encore d'adjoint au maire ou de conseiller municipal délégué en la matière, ce qui est le cas de Carignan de Bordeaux.

La loi dispose que cet élu doit être un « interlocuteur privilégié du service départemental ou territorial d'incendie et de secours dans la commune sur les questions relatives à la prévention, la protection et la lutte contre les incendies ».

#### Renfort face aux nouvelles obligations

Ses missions sont variées : information, sensibilisation du conseil municipal et des habitants, préparation des mesures de sauvegarde, organisation des moyens de secours...

Le décret précise qu'il peut même, « sous l'autorité du maire », « participer à l'élaboration et la modification des arrêtés, conventions et documents opérationnels, administratifs et techniques du service local d'incendie et de secours qui relève, le cas échéant, de la commune ». Il peut surtout « concourir à la mise en œuvre par la commune de ses obligations de planification et d'information préventive » et à « la définition et à la gestion de la défense extérieure contre l'incendie. »

La désignation de cet élu permettra de mettre en place plus facilement les plans communaux et intercommunaux de sauvegarde (PCS ; PCIS) dont le régime a été étendu à de nombreuses communes. Selon le gouvernement, 8 200 communes supplémentaires vont devoir mettre en œuvre un PCS, et ce « dans un délai de deux ans à compter de la date de la notification par le préfet. »

#### Nomination à prévoir avant le 1<sup>er</sup> novembre 2022

Le décret précise le calendrier et les modalités de cette nomination.

Sur cette présentation de Monsieur le Maire, il convient donc à l'assemblée délibérante de choisir et nommer ce conseiller au sein du conseil municipal.

Un appel à candidature est lancé et Monsieur le Maire propose de nommer M. Laurent JANSONNIE.

M. JANSONNIE est donc proposé comme délégué SDIS au vote de l'assemblée délibérante.

**Après délibération, le conseil municipal désigne à l'unanimité des personnes présentes et/ou représentées M. Laurent JANSONNIE comme délégué SDIS pour la commune de Carignan de Bordeaux.**

**Etant entendu que le Maire devra communiquer son nom au représentant de l'État dans le département de la Gironde et au président du conseil d'administration du service d'incendie et de secours.**

Détail du vote : ☐ ..... « Pour »  
☐ ..... « Contre »  
☐ ..... Abstentions  
☒ ..... Unanimité des présents

**Le Secrétaire de Séance**  
**Rémy POINTET**

**Le Maire de Carignan de Bordeaux,**  
**Thierry GENETAY**

Le Maire,

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité,

Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.